

## Gestion des ressources naturelles: Leçons du Botswana pour la Libye

Serge Tchaha

J'ai voulu en discuter aujourd'hui car la gestion des ressources naturelles de l'Afrique est une question à la fois ancienne et actuelle. Cependant tant en Guinée Conakry qu'en RDC, aussi bien à Yaoundé qu'à Prétoria, la gestion des ressources minières est une préoccupation centrale. Il est venu le temps de s'enrichir de nos richesses... comme le Botswana.

### **L'exemple botswanais**

Paula Ximena Meija et Vincent Castel, les auteurs de l'étude ci-haut mentionnée, ont réalisé dans cette dernière ce qui est trop peu expliqué à mon sens : les ressources naturelles ne sont pas forcément une malédiction. Loin s'en faut. Bien sûr que l'Histoire a prouvé que les pays fortement dotés de ressources naturelles sont guettés par la maladie hollandaise, la corruption, la guerre civile, etc. Lapalisse ajouterait que la mauvaise gouvernance est à cette liste. Mais il est des pays qui ont su profiter de cette « bénédiction ». En Afrique, il y a un pays de 581 730 km<sup>2</sup> qui a démontré son aptitude à faire bénéficier à son économie et à son peuple de ses ressources minérales.

Voilà un pays qui à son indépendance, en 1966 - d'après des données reçues par cette étude – comptait 22 étudiants universitaires, 100 autres de niveau collégial et seulement 12 kilomètres de routes pavées. Il était parmi les plus pauvres au monde. Voilà donc, écris-je, ce même pays qui compte 2 millions d'habitants aujourd'hui qui produisent en moyenne un PIB/capita en parité du pouvoir d'achat de 16 100\$, ce qui le place dans le rang de pays à niveau intermédiaire et en fait un des pays les plus prolifiques du continent africain.

Dans son reportage intitulé « Botswana : le bon élève », la journaliste de la télévision publique canadienne, Radio-Canada, explique en peu de mots, la principale source de richesse de ce voisin de l'Afrique du Sud. Elle lève avec force conviction dès ses tout premiers mots : « Ailleurs sur le continent, on a mutilé et tué pour ce qu'on a appelé les diamants de sang. En Sierra Léone, au Libéria, au Congo, les pierres précieuses n'ont apporté que corruptions et conflits mais au Botswana, les bruits d'explosion n'évoquent que la prospérité. »

### **Leçons pour la Libye**

Mais comment a-t-il fait ? Quel est le secret de sa réussite ? Comment cette réussite peut-elle inspirer la Libye et ses nouvelles autorités ? En fait, c'est la principale question à laquelle a tenté de répondre le Rapport publié.

La question s'est posée dans le cas de la Libye car malgré les apparences ce pays aurait pu mieux gérer ses ressources. Les auteurs constatent que le revenu par habitant était de 14 000\$ en 2008, l'espérance de vie culminait à 74 ans et le pays alors dirigé par Khaddafi sortait d'une décennie dont la croissance moyenne tournait autour de 5%. Ils ajoutent « en opposition » que le fort taux de chômage, la mauvaise gouvernance étaient dûs à la mauvaise gestion des retombées des hydrocarbures.

S'appuyant sur l'expérience botswanaise, les auteurs suggèrent 4 pistes pour les autorités libyennes :

- **Établir une politique fiscale durable.** Les revenus de la Libye proviennent à 90% des hydrocarbures. Il devient donc dangereux pour le gouvernement de fixer ses dépenses en fonction des revenus car les variations du cours de la ressource naturelle peut entraîner des conséquences néfastes pour le pays. Les auteurs sont formels : « en s'engageant officiellement à couper les liens entre dépenses publiques et revenus tirés des ressources naturelles, le gouvernement prendra l'engagement de gérer de manière responsable la richesse de la nation ».
- **Assurer la bonne gouvernance.** À ce chapitre, il est par exemple suggéré d'implémenter une « *market friendly regulation* », entendez, une réglementation qui favorise l'attractivité du pays pour l'investissement dans le domaine des hydrocarbures. De plus, les autorités sont encouragées à mettre en œuvre des politiques anti-corruption.
- **Promouvoir la diversification économique.**

Les auteurs nous rappellent que les six mois d'arrêt de la production pétrolière ont entraîné une contraction de 41,8 % du PIB. Y-a-t-il meilleur argument pour encourager la diversification économique ?

- **Promouvoir des politiques d'investissements efficaces.** À ce niveau, il est conseillé aux Libyens de mieux gérer les surplus générés par les revenus des ressources naturelles. La Libye possédait déjà un fond souverain, outil parfaitement indiqué notamment pour assurer l'équité intergénérationnelle, mais il était reproché à ce dernier des dérives managériales, un manque de transparence, ... Afin d'éviter la « malédiction » des ressources naturelles, ces comportements devront être proscrits.

### ...Et pour l'Afrique

Mais évidemment, cela concerne toute l'Afrique. Car en vérité, je l'ai déjà mentionné plusieurs fois ici, l'Afrique n'est peut-être qu'à l'aube de l'exploitation de ces richesses naturelles, en témoigne, les incessantes découvertes de gisements de [pétrole et de gaz](#). Je crois également que parmi les recettes gagnantes, l'on peut également penser à la transformation locale pour capter la « vraie valeur ajoutée ». Également, l'acquisition d'une part significative et/ou le versement d'une partie du chiffre d'affaires de l'entreprise exploitante semblent des pistes appropriées. Rappelons qu'il s'agit généralement de secteurs qui sont stratégiques pour les pays africains. Tout cela est connu, maintenant place à l'action. À cet égard, les négociations menées par l'État camerounais pour le fer de Mbalam semblent aller dans le bon sens.

Dans un entretien accordé à *investiraucameroun.com*, le principal conseil financier du gouvernement camerounais, Serge Yanic Nana – de la BMCE bank – affirmait : « [...] Dans ce cas d'espèce (ndlr : exploitation du fer de Mbalam), le Cameroun a 15% d'actions au titre de sa participation dans l'ensemble des sociétés, et ce sont des actions acquises de manière gratuite. En plus de cela, le Cameroun reçoit des royalties (2,5% du CA, ndlr). »

Il renchérisait : « Il est prévu de verser 4000 milliards FCFA (ndlr : 8 milliards de dollars) à l'État du Cameroun pendant 25 ans. Et c'est seulement sur la base des hypothèses d'aujourd'hui d'une tonne de fer à 63 dollars, alors qu'on sait que le coût de la tonne de fer est beaucoup plus élevé. En plus, ce sont des hypothèses de base sur 35 millions de tonnes, alors que l'on sait pertinemment que, d'ici dix à quinze ans, il y aura beaucoup plus de 35 millions de tonnes qui seront transportées. Nous avons mis en place, et c'est une première dans l'exploitation des minerais en Afrique, un mécanisme par lequel l'infrastructure, aujourd'hui et demain, au plan tarifaire, va être adaptée au bénéfice de l'État pour qu'il puisse capter les revenus de l'accès des sociétés minières tiers qui utiliseront le chemin de fer pour transporter leurs minerais. »

Il en est convaincu, le monde entier s'intéressera à cette transaction... les Africains au premier chef, j'imagine.